

# Règlement intérieur des aides aux partenaires



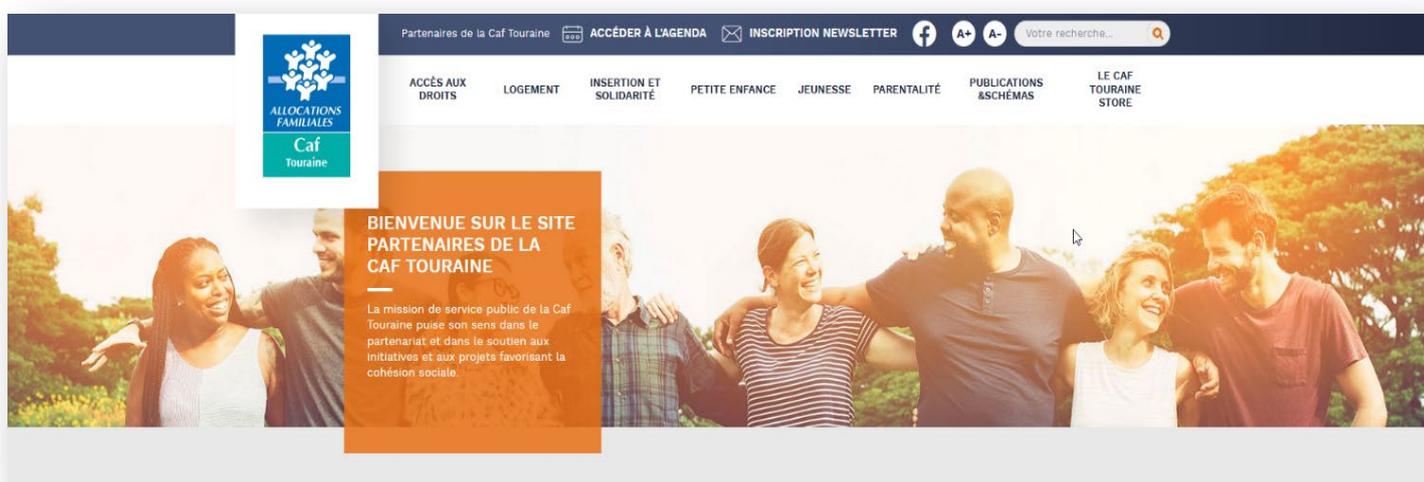
*Aides à l'investissement  
et au fonctionnement  
hors prestations de service*

**Version 1.1**

*Applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2021*

Retrouvez toutes nos actualités, documents, événements  
sur le site partenaires de la Caf Touraine

<https://www.caf37-partenaires.fr>



***Pensez à vous inscrire aux newsletters de la Caf Touraine  
pour recevoir en automatique nos informations.***

## Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1. AVERTISSEMENTS .....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>2. AVANT-PROPOS.....</b>   | <b>4</b>  |
| <b>3. LES PRINCIPES GENERAUX D'ATTRIBUTION.....</b>   | <b>5</b>  |
| A. LES PRINCIPES SPECIFIQUES AUX AIDES A L'INVESTISSEMENT.....  | 7         |
| B. LES PRINCIPES SPECIFIQUES AUX AIDES AU FONCTIONNEMENT.....   | 8         |
| <i>Les aides à l'investissement.....</i>  | <i>9</i>  |
| FICHE 1 - Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje) – EAJE et Maison Assistant Maternel (MAM) .....                        | 9         |
| FICHE 1 Bis - Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje) – Relais Assistant Maternel.....                                   | 11        |
| FICHE 2- Fonds de modernisation des Eaje (Fme).....   | 12        |
| FICHE 3 - Aide au démarrage d'une Mam .....   | 13        |
| FICHE 4 - Aide à l'amélioration des conditions d'accueil et de gestion dans les ALSH .....  | 14        |
| FICHE 5 - Aide à la création, la rénovation, l'extension et l'aménagement, l'aide à l'équipement des centres sociaux, des EVS et des FJT..... | 15        |
| FICHE 6 - Aide à l'investissement pour la création d'aires d'accueil des gens du voyage ou de logements adaptés.....                          | 17        |
| <i>Les aides au fonctionnement hors PS.....</i>   | <i>18</i> |
| FICHE 7 - Aides au fonctionnement aux associations départementales.....   | 18        |
| FICHE 8 - Fonds d'Aide Accueils de Loisirs en complément de la PS ALSH.....   | 20        |
| FICHE 9 - Appel à projets « parentalité » (actions au titre de la quinzaine de la Parentalité ou tout au long de l'année) .....               | 22        |
| FICHE 10 - Aide au développement de micro-projets de jeunes en complément de la Prestation de Service Jeunes .....                            | 24        |
| <b>4. LES PERSONNES A CONTACTER.....</b>  | <b>25</b> |
| A. LE SERVICE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL .....  | 25        |
| B. LE SERVICE DE GESTION ADMINISTRATIVE .....   | 26        |
| ANNEXE 1 : TERRITOIRES AVEC TAUX DE COUVERTURE PETITE ENFANCE INFERIEUR A 58 %.....   | 27        |

## 1. Avertissements

Ce règlement est centré sur les subventions et prêts collectifs (sur fonds nationaux spéciaux et fonds propres).

Les prestations de service (Prestations de service ordinaires et bonifiées) ne sont pas décrites dans le présent règlement. Elles font l'objet de règles nationales : <http://www.caf.fr/>

Les aides financières individuelles font l'objet d'un règlement spécifique : <https://www.caf37-partenaires.fr/thematique/acces-aux-droits/>. Vous y retrouverez notamment les aides visant à faciliter :

- le départ en vacances des familles et des enfants
- le répit des familles ayant un enfant en situation de handicap

Pour tout renseignement complémentaire, les coordonnées de contact des services de la Caf concerné à la fin du document.

## 2. Avant-Propos

Le périmètre de l'action sociale des Caisses d'Allocations Familiales est déterminé par l'arrêté du 3 octobre 2001.

Dans le cadre de sa politique d'action sociale et **dans la limite de ses moyens budgétaires**, la Caisse d'Allocations familiales d'Indre et Loire (CAF 37) accorde des aides qui visent à développer et garantir l'offre de service en faveur des familles.

Les aides financières attribuées doivent s'inscrire dans le cadre des orientations de la convention d'objectifs et de gestion 2018-2022 et ses priorités tout en prenant en compte le contexte local à savoir le Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) <https://www.caf37-partenaires.fr/groupes-de-travail-sdsf/> et les conventions territoriales globales (CTG) signées avec les collectivités locales.

- développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficacité,
- accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans,
- soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours vers l'autonomie,
- valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants,
- favoriser l'accès et le maintien dans le logement
- contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale dans les territoires prioritaires.

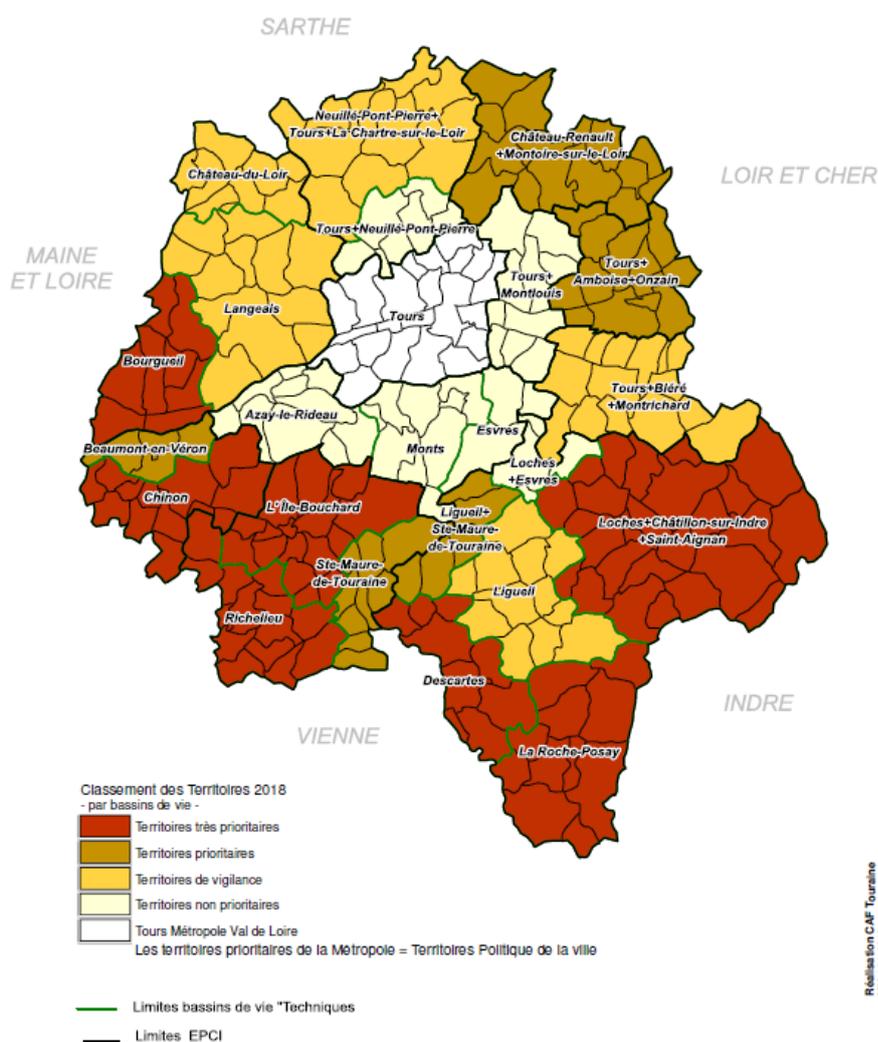
**Le Conseil d'administration** de la Caf 37 (ou les services lorsqu'ils ont une délégation) dispose **d'un pouvoir discrétionnaire** pour accorder ses aides. Les aides d'action sociale de la Caf sont facultatives. Aucune aide n'est automatique. Les décisions sont motivées et notifiées sous format numérique.

### 3. Les principes généraux d'attribution

Les bénéficiaires des aides peuvent être les personnes de droit public et droit privé. Des dispositions spécifiques tiennent compte de l'existence de marchés publics ou de la lucrativité du gestionnaire.

Les services de la Caf vérifient que le projet déposé s'inscrit dans les missions décrites, ci-dessus, et dans les conditions générales et spécifiques fixées ci-après. Ils peuvent émettre un refus administratif si le projet présenté n'est pas en cohérence avec les missions et principes édictés.

- **La Caf accompagne les territoires les moins bien dotés en équipement, services ou en actions, accueillant les familles plus vulnérables et disposant de ressources faibles.** À ce titre, sont prioritaires sans toutefois avoir une exclusivité les territoires politique de la ville et les territoires suivants.



- **Le projet doit respecter le principe de neutralité politique, philosophique et religieuse.** Celui-ci s'incarne dans la charte de la laïcité. <https://www.caf37-partenaires.fr/legislation-et-conventionnement/> => Charte de la Laïcité
- **Le respect des habilitations et agréments.** Toute aide financière ne peut être accordée que sous la condition que l'équipement financé soit agréé ou autorisé à fonctionner par les autorités administratives compétentes.
- **La Caf (et la collectivité de proximité) doit être associée à l'élaboration du projet dès sa conception.** La Caf peut apporter un soutien méthodologique dans l'élaboration des projets d'investissement ou de fonctionnement. **Le porteur de projet devra fournir une étude de besoin.**
- **Les procédures d'appel d'offre doivent être respectées. S'il s'agit d'une gestion déléguée, la collectivité s'engage à fournir à la Caf la convention du marché public ou de la Dsp.**
- **Un seuil minimum de versement d'une aide financière par la Caf est fixé :**
  - à 1 000 € pour une collectivité territoriale ou une entreprise,
  - à 500 € pour une association.
- **Le financement s'effectue prioritairement sur les financements nationaux dès lors que des crédits sont disponibles.** Les fonds locaux de la Caf viennent en complémentarité des fonds nationaux.
- **Le total des aides accordées par la Caf ne peut dépasser 80 % du montant total des dépenses retenues pour chaque projet** (règle générale de financement public).
- **Les aides accordées font l'objet d'un conventionnement au-dessus de :**
  - 10 000 € pour les aides au fonctionnement
  - 23 000 € pour les aides à l'investissement

Les conventions et/ou notifications font l'objet d'un envoi dématérialisé et d'une signature électronique.

- **La Caf notifie sa décision un mois après la tenue de l'instance de décision.** Le porteur de projet dispose d'un mois pour les organismes de droit privé et 3 mois pour les organismes de droit public pour signer la convention.
- **À la suite d'un refus de financement,** le partenaire concerné peut solliciter un recours dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification de la décision, en adressant un courrier à la Caf.
- **Le financement accordé par la Caf doit obligatoirement faire l'objet d'une publicité :**
  - pour les travaux au moyen de panneaux d'information à installer sur les chantiers durant toute leur durée,
  - pour les autres investissements, par l'apposition du logo de la Caf sur tout support adéquat,
  - pour toutes les actions de communication, par l'information de la Caf et l'obligation à faire mention du soutien de la Caf.
- **Les services de la Caf peuvent être amenés à effectuer un contrôle pour vérifier les modalités d'utilisation de l'aide financière attribuée.**

### ***a. Les principes spécifiques aux aides à l'investissement***

- **Les dossiers de demande de financement** (dossier de demande Caf disponible sur le site partenaires de la Caf : <https://www.caf37-partenaires.fr/doc-adm-subventions/>)

**doivent être déposés avant le 31/10/N-1** pour pouvoir être examinés l'année suivante. En cas d'urgence, des dérogations peuvent exceptionnellement être étudiées par les services Caf en fonction des disponibilités financières.

- **Les travaux ou les achats concernés par la demande ne doivent pas avoir débuté avant la décision du CA** sauf accord préalable des services (Service Développement Territorial) de la Caf.
  - **La Caf finance le projet déposé par une association locale qu'à partir du moment où celui-ci bénéficie d'un soutien financier de la collectivité de proximité et compétente.**
  - **L'achat de matériel ou son remplacement ne sont pas prioritaires** au regard notamment de l'obligation de provision pour reconstitution des amortissements.
  - **La CAF applique la règle du prorata temporis pour le calcul de son aide.** La Caf finance les projets en fonction du temps d'utilisation en lien avec ses missions.
  - **En cas de gros travaux, le bénéficiaire s'engage à maintenir la destination sociale de son équipement sur une durée de 10 ans.**
  - **Les dépenses retenues sont :**
    - les dépenses hors taxes (HT) pour les collectivités territoriales et les entreprises privées
    - et toutes taxes comprises (TTC) pour les associations, les organismes HLM et les entreprises privées non assujetties à la Tva,
- Pour l'informatisation : les dépenses de formations, de maintenance, d'abonnement hot line ou d'internet ne se sont pas prises en compte.
- **Les aides peuvent être accordées sous forme de subvention et/ou prêt.**

En dehors des projets financés par un plan crèche qui peuvent faire l'objet d'un financement sous forme de subvention seule, le seuil de déclenchement du prêt est à 20 000 € d'aide totale pour les collectivités locales, les organismes d'HLM et les associations ayant une surface et une solidité financière importante. Subvention et prêt sont accordés à part égale. Le refus du prêt entraîne l'annulation de la totalité de l'aide. Les prêts permettent à la CAF de consolider son niveau d'autofinancement et de maintenir son niveau d'intervention auprès des porteurs de projet.

**Pour un même porteur de projet, les demandes annuelles seront regroupées pour calculer le seuil de déclenchement du prêt.**

| Durée maximale du prêt | Montant du prêt       |
|------------------------|-----------------------|
| 3 ans                  | de 5 000 à 10 000 €   |
| 5 ans                  | de 10 001 à 70 000 €  |
| 7 ans                  | de 70 001 à 100 000 € |
| 10 ans                 | Supérieur à 100 000 € |

**La durée d'utilisation des fonds est de :**

- 2 ans pour un projet faisant l'objet d'une aide inférieure à 30 500 €. Sans possibilité de prolongation.
- Pour une aide sur projet supérieure ou égale à 30 500 €. L'aide accordée au cours d'un exercice doit faire l'objet d'un premier versement dans un délai maximum de 2 ans suivant la décision du Conseil d'Administration. Le versement du solde doit se faire dans un délai maximum de 2 ans après le 1er versement. Ce délai pourra donner lieu, exceptionnellement, à une prolongation par décision des services de la Caf.
- **Les aides sont payées sur production de factures (ou d'un mémoire attesté par le Trésorier Payeur Général pour les collectivités) et le montant est ajusté sur la base des dépenses réellement engagées.**

#### ***b. Les principes spécifiques aux aides au fonctionnement***

- **La Caf peut accorder des subventions en soutien du fonctionnement global d'un service ou en soutien à un projet, une action et à un événement ponctuel.**
- **La Caf peut procéder à des appels à projet.** Ils ont pour objectif d'engager une dynamique, de répondre à des besoins spécifiques repérés ou de soutenir des actions innovantes. Les principes d'intervention relatifs à ces aides sont déterminés par le conseil d'administration. Ces aides sont attribuées par les services de la Caf. L'enveloppe annuelle affectée à ces aides est décidée lors du vote du budget d'action sociale.
- **La Caf apprécie la durée de conventionnement.** Autant que possible, pour les projets et actions s'inscrivant dans la durée, la Caf privilégie un financement pluriannuel pour donner de la visibilité aux porteurs de projet. La Caf apprécie le taux d'acompte. La convention fixe la nature de l'aide (forfaitaire, proportionnelle, pluriannuelle ...) et les pièces justificatives à fournir pour le paiement de son solde.
- **Le porteur de projet s'engage à fournir le plus vite possible les documents justificatifs (comptes de résultats, bilan d'activité, factures, ...) de la réalisation du service N et au plus tard au 30/11/N+1.** La Caf peut fixer un délai plus court. **Si tout ou partie de l'aide n'a pu être versée** en raison de la non-transmission ou de la non-conformité des pièces justificatives avant la date d'échéance de la convention, **le solde restant dû sera automatiquement annulé.**

## **LES AIDES A L'INVESTISSEMENT**

### ***FICHE 1 - Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje) – EAJE et Maison Assistant Maternel (MAM)***

|   |   |
|---|---|
| <b>Type de fonds et d'aide</b>  | Financement national sous forme de subvention   |
| <b>Texte de référence</b>   | Lettre circulaire n°2018-003 du 18 décembre 2018<br>Décision du Conseil d'administration du 26 septembre 2016 pour les critères locaux  |
| <b>Objectifs</b>  | Renforcer le service aux familles sur les territoires les plus dépourvus  |
| <b>Objets</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création de nouvelles places Eaje. Pour les places existantes, elles ne doivent pas avoir bénéficié d'une subvention plan crèche datant de moins de 10 ans.</li> <li>▪ Création d'une MAM organisée en personne morale avec des assistantes maternelles participant aux charges locatives et au remboursement du prêt.</li> <li>▪ Extension d'un Eaje existant ou d'une Mam avec une augmentation de 10 % de places nouvelle.</li> <li>▪ Une transplantation d'Eaje ou d'une MAM sur un autre site avec une augmentation de 10 % de places nouvelles.</li> </ul>   |
| <b>Conditions d'éligibilité nationales</b>                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les Eaje bénéficiant de la Prestation de service unique (PSU) fournissant les couches et repas.</li> <li>▪ Les micro-crèches financées par le Complément mode de garde (CMG) de la Paje non accolées sous certaines conditions : <ul style="list-style-type: none"> <li>- appliquer une tarification modulée en fonction des ressources,</li> <li>- être implantée sur un territoire dont le taux de couverture en mode d'accueil est inférieur à 58 % et dont le potentiel financier est inférieur à 900 € (voir annexe 1)</li> </ul> </li> <li>▪ Les Mam : être implantée sur un territoire dont le taux de couverture en mode d'accueil est inférieur à 58 % et dont le potentiel financier est inférieur à 900 € (voir annexe 1) - L'aide au démarrage et l'aide à l'investissement au titre du Piaje ne sont pas cumulables</li> <li>▪ Le projet de fonctionnement doit permettre l'inclusion des enfants en situation de handicap ou de pauvreté,</li> <li>▪ Les équipements doivent être référencés sur le site monenfant.fr et la mise à jour des informations doit être effectuée régulièrement par le gestionnaire.</li> </ul> |
| <b>Conditions d'éligibilité locales pour les Eaje financés par la PSU</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ S'agissant d'une gestion déléguée, la Caf ne financera que si la collectivité de proximité est propriétaire des locaux.</li> <li>▪ En cas d'implantation libre d'un gestionnaire privé, et ce afin de vérifier la viabilité économique du projet, le porteur doit justifier la vente de 50 % des berceaux.</li> </ul>  |

| <b>Les travaux éligibles</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ coûts fonciers et terrain ;</li> <li>▪ gros œuvre et clos couverts ;</li> <li>▪ aménagements intérieurs et extérieurs ;</li> <li>▪ équipements simples et particuliers ;</li> <li>▪ honoraires et frais administratifs (honoraires d'architecte, frais de maîtrise d'œuvre, études) ;</li> <li>▪ autres (voirie et réseaux divers, assurance de construction).</li> </ul>   |  |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
|--|--|--|-------------------|------------------|---------------|---|---|---------------------------|---|---|--------------------------------------|---|---|--|--|---|--|--|---|--|----------------|--|---------------|--------|---------|---------------------------|--------|---------|--------------------------------------|-------|---------|--|--------|---------|--|---------------|----------------------------------|------------------------------------|----------------|--|--|--------|---------|------------------------------|--------|---------|------------------------------|--------|---------|-----------------------------|-------|---------|--------------------------|--|---------|--|--|--|
| <b>Montant de l'aide</b>   | <table border="1" data-bbox="547 517 1353 808" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th></th> <th>Places existantes</th> <th>Places nouvelles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Socle de base</td> <td>X</td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Majoration « gros œuvre »</td> <td>X</td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Majoration « Développement durable »</td> <td>X</td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Majoration « rattrapage territorial » liée au taux de couverture en mode d'accueil</td> <td></td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Majoration « potentiel financier » modulée selon la richesse du territoire</td> <td></td> <td>X</td> </tr> </tbody> </table><br><table border="1" data-bbox="480 864 1465 1346" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th></th> <th>MC Paje et MAM</th> <th>EAJE PSU (plan rebond – fin au 31/12/2021)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Socle de base</td> <td>7400 €</td> <td>8 000 €</td> </tr> <tr> <td>Majoration « gros œuvre »</td> <td>1000 €</td> <td>2 000 €</td> </tr> <tr> <td>Majoration « Développement durable »</td> <td>700 €</td> <td>2 000 €</td> </tr> <tr> <td>Majoration « rattrapage territorial » liée au taux de couverture en mode d'accueil</td> <td>1800 €</td> <td>3 500 €</td> </tr> <tr> <td>Majoration « potentiel financier » modulée selon la richesse du territoire</td> <td>De 0 à 6100 €</td> <td>De 0 € à 7000 € (cf. ci-dessous)</td> </tr> </tbody> </table><br><table border="1" data-bbox="480 1384 1465 1709" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th>Majoration « potentiel financier »</th> <th>MC Paje et MAM</th> <th>EAJE PSU (plan rebond – fin au 31/12/2021)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Tranche 1 (0 € à 449,99 €)x<sup>2</sup></td> <td>6100 €</td> <td>7 000 €</td> </tr> <tr> <td>Tranche 2 (450 € à 699,99 €)</td> <td>3000 €</td> <td>7 000 €</td> </tr> <tr> <td>Tranche 3 (700 € à 899,99 €)</td> <td>2400 €</td> <td>6 000 €</td> </tr> <tr> <td>Tranche 4 (900 € à 1 200 €)</td> <td>500 €</td> <td>4 000 €</td> </tr> <tr> <td>QPV – ZRR – Crèches AVIP</td> <td></td> <td>7 000 €</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> |  | Places existantes | Places nouvelles | Socle de base | X | X | Majoration « gros œuvre » | X | X | Majoration « Développement durable » | X | X | Majoration « rattrapage territorial » liée au taux de couverture en mode d'accueil |  | X | Majoration « potentiel financier » modulée selon la richesse du territoire |  | X |  | MC Paje et MAM | EAJE PSU (plan rebond – fin au 31/12/2021) | Socle de base | 7400 € | 8 000 € | Majoration « gros œuvre » | 1000 € | 2 000 € | Majoration « Développement durable » | 700 € | 2 000 € | Majoration « rattrapage territorial » liée au taux de couverture en mode d'accueil | 1800 € | 3 500 € | Majoration « potentiel financier » modulée selon la richesse du territoire | De 0 à 6100 € | De 0 € à 7000 € (cf. ci-dessous) | Majoration « potentiel financier » | MC Paje et MAM | EAJE PSU (plan rebond – fin au 31/12/2021) | Tranche 1 (0 € à 449,99 €)x <sup>2</sup> | 6100 € | 7 000 € | Tranche 2 (450 € à 699,99 €) | 3000 € | 7 000 € | Tranche 3 (700 € à 899,99 €) | 2400 € | 6 000 € | Tranche 4 (900 € à 1 200 €) | 500 € | 4 000 € | QPV – ZRR – Crèches AVIP |  | 7 000 € |  |  |  |
|  | Places existantes  | Places nouvelles                           |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Socle de base  | X  | X  |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « gros œuvre »  | X  | X  |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « Développement durable »   | X  | X  |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « rattrapage territorial » liée au taux de couverture en mode d'accueil |  | X  |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « potentiel financier » modulée selon la richesse du territoire         |  | X  |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
|  | MC Paje et MAM   | EAJE PSU (plan rebond – fin au 31/12/2021) |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Socle de base  | 7400 €   | 8 000 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « gros œuvre »  | 1000 €   | 2 000 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « Développement durable »   | 700 €  | 2 000 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « rattrapage territorial » liée au taux de couverture en mode d'accueil | 1800 €   | 3 500 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « potentiel financier » modulée selon la richesse du territoire         | De 0 à 6100 €  | De 0 € à 7000 € (cf. ci-dessous)           |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Majoration « potentiel financier »   | MC Paje et MAM   | EAJE PSU (plan rebond – fin au 31/12/2021) |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Tranche 1 (0 € à 449,99 €)x <sup>2</sup>   | 6100 €   | 7 000 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Tranche 2 (450 € à 699,99 €)   | 3000 €   | 7 000 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Tranche 3 (700 € à 899,99 €)   | 2400 €   | 6 000 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| Tranche 4 (900 € à 1 200 €)  | 500 €  | 4 000 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| QPV – ZRR – Crèches AVIP   |  | 7 000 €                                    |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
|  |  |  |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |
| <b>Modalités d'attribution</b>   | Conseil d'Administration de la Caf.  |  |                   |                  |               |   |   |                           |   |   |                                      |   |   |  |  |   |  |  |   |  |                |  |               |        |         |                           |        |         |                                      |       |         |  |        |         |  |               |                                  |                                    |                |  |  |        |         |                              |        |         |                              |        |         |                             |       |         |                          |  |         |  |  |  |

## ***FICHE 1 Bis - Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje) – Relais Assistant Maternel (RAM)***

| <b>Type de fonds et d'aide</b>  | Financement national sous forme de subvention  |   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
|---|--|---|----------|--------------------------------|---|-----------|-----------|-------------------------|-----------|-----------|--|--------------------|--|---|------|---|
| <b>Texte de référence</b>   | Lettre circulaire n°2018-003 du 18 décembre 2018   |   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| <b>Objectifs</b>  | Mieux mailler les territoires en service ou le moderniser  |   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| <b>Objets</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La création d'un Ram</li> <li>▪ L'aménagement d'un local existant pour le transformer en Ram</li> <li>▪ La transplantation d'un Ram</li> </ul>  |   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| <b>Conditions d'éligibilité locales</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projet à l'initiative de la collectivité : les locaux devront appartenir à la collectivité. S'il s'agit d'une gestion déléguée, la collectivité s'engage à fournir à la Caf la convention du marché public ou de la Dsp.</li> </ul>   |   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| <b>Les travaux éligibles</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ coûts fonciers et terrain ;</li> <li>▪ gros œuvre et clos couverts ;</li> <li>▪ aménagements intérieurs et extérieurs ;</li> <li>▪ équipements simples et particuliers ;</li> <li>▪ honoraires et frais administratifs (honoraires d'architecte, frais de maîtrise d'œuvre, études) ;</li> <li>▪ autres (voirie et réseaux divers, assurance de construction).</li> </ul>   |   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| <b>Montant de l'aide</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le financement apporté par le Piaje est plafonné. Un plafond de dépenses subventionnables s'applique selon la nature du projet et des travaux :</li> </ul> <div style="border: 1px solid #ccc; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 40%;"></th> <th style="width: 30%; background-color: #e91e63; color: white; text-align: center;">Création</th> <th style="width: 30%; background-color: #e91e63; color: white; text-align: center;">Aménagement ou transplantation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">Projet avec gros œuvre et bénéficiant d'un label développement durable (Hqe ou Bbc)</td> <td style="text-align: center; background-color: #e91e63; color: white;">250 000 €</td> <td style="text-align: center; background-color: #e91e63; color: white;">200 000 €</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Tous les autres projets</td> <td style="text-align: center; background-color: #e91e63; color: white;">180 000 €</td> <td style="text-align: center; background-color: #e91e63; color: white;">100 000 €</td> </tr> </tbody> </table> </div> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ En plus du plafond de dépenses, un taux maximum de financement des dépenses subventionnables s'applique selon le type de projet :</li> </ul> <div style="border: 1px solid #ccc; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 40%;"></th> <th style="width: 30%; background-color: #e91e63; color: white; text-align: center;">Projet de création</th> <th style="width: 30%; background-color: #e91e63; color: white; text-align: center;">Projet d'aménagement ou de transplantation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">Taux de financement des dépenses subventionnables</td> <td style="text-align: center; background-color: #e91e63; color: white;">80 %</td> <td style="text-align: center; background-color: #e91e63; color: white;">80 % si extension du nombre d'Etp &gt; ou égal à 50 %<br/><br/>50 % si pas d'extension ou extension du nombre d'Etp strictement &lt; à 50 %</td> </tr> </tbody> </table> </div> |   | Création | Aménagement ou transplantation | Projet avec gros œuvre et bénéficiant d'un label développement durable (Hqe ou Bbc) | 250 000 € | 200 000 € | Tous les autres projets | 180 000 € | 100 000 € |  | Projet de création | Projet d'aménagement ou de transplantation | Taux de financement des dépenses subventionnables | 80 % | 80 % si extension du nombre d'Etp > ou égal à 50 %<br><br>50 % si pas d'extension ou extension du nombre d'Etp strictement < à 50 % |
|   | Création   | Aménagement ou transplantation  |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| Projet avec gros œuvre et bénéficiant d'un label développement durable (Hqe ou Bbc) | 250 000 €  | 200 000 €   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| Tous les autres projets   | 180 000 €  | 100 000 €   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
|   | Projet de création   | Projet d'aménagement ou de transplantation  |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| Taux de financement des dépenses subventionnables                                   | 80 %   | 80 % si extension du nombre d'Etp > ou égal à 50 %<br><br>50 % si pas d'extension ou extension du nombre d'Etp strictement < à 50 % |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |
| <b>Modalités d'attribution</b>  | Conseil d'Administration de la Caf.  |   |          |                                |   |           |           |                         |           |           |  |                    |  |   |      |   |

## **FICHE 2- Fonds de modernisation des Eaje (Fme)**

|   |   |
|---|---|
| <b>Type de fonds et d'aide</b>          | Financement national ou local sous forme de subvention et/ou prêt   |
| <b>Texte de référence</b>               | Lettre circulaire n°2018-004 du 5 décembre 2018<br>Circulaire n°2019-003 du 20 février 2019 fonds publics et territoire<br>Décision du Conseil d'administration de septembre 2016 pour les critères locaux.   |
| <b>Objectifs</b>                        | Pérenniser l'offre d'accueil collective existante et d'éviter autant que possible les fermetures d'équipements dont les bâtiments ont plus de 10 ans.   |
| <b>Objets</b>                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réaliser des opérations de rénovation (mise aux normes, travaux de sécurisation, remplacement de matériels obsolètes) nécessaires pour maintenir l'attractivité de l'équipement, préserver son agrément et éviter sa fermeture totale ou partielle.</li> <li>▪ Fournir les repas et le stockage des couches : construction d'une cuisine ou achat d'équipement pour réchauffer les repas non préparés sur place, construction d'un local de stockage.</li> <li>▪ Acheter ou remplacer un logiciel de gestion ou d'un système automatisé de comptage de présences permettant d'optimiser le fonctionnement de l'établissement.</li> </ul> |
| <b>Conditions d'éligibilité locales</b> | La Caf interviendra après avoir vérifié : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les obligations du propriétaire si les locaux n'appartiennent pas au demandeur.</li> <li>▪ les termes du contrat en cas de marché public. En tout état de cause, l'intervention de la Caf ne doit pas avoir pour conséquence indirecte de fausser la concurrence et d'abaisser artificiellement le coût normal de fonctionnement de l'équipement.</li> <li>▪ la capacité contributive du demandeur en cas de gestionnaire privée (niveau d'excédent et de redistribution de bénéfices).</li> </ul>   |
| <b>Les travaux éligibles</b>            | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ coût financier et terrain ;</li> <li>▪ gros œuvre et « clos couverts » ;</li> <li>▪ aménagement intérieur ;</li> <li>▪ équipement simples et particuliers ;</li> <li>▪ honoraires et frais administratifs (honoraires d'architecte, frais de maîtrise d'œuvre).</li> </ul>   |
| <b>Montant de l'aide</b>                | Le montant de l'aide est soumis à 2 plafonds : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ au maximum 80 % du coût par place des travaux (pour un cofinancement d'au moins 20 %).</li> <li>▪ au maximum 4 000 € par place.</li> </ul>  |
| <b>Modalités d'attribution</b>          | Conseil d'administration de la Caf.   |

### FICHE 3 - Aide au démarrage d'une Mam

|   |   |
|---|---|
| <b>Type de fonds et d'aide</b>                        | Financement national sous forme de subvention   |
| <b>Texte de référence</b>                             | Lettre circulaire n°2019-001 du 6 février 2019<br>Décision du Conseil d'administration du 26/09/2016 pour les critères locaux   |
| <b>Objectifs</b>                                      | Améliorer le taux de couverture des besoins sur les territoires mal pourvus en offre d'accueil et rompre l'isolement des assistantes maternelles  |
| <b>Conditions d'éligibilité nationales et locales</b> | <p><b>Cette aide n'est pas cumulable avec le PIAJE (fiche 1).</b> Sont éligibles à l'aide au démarrage, dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ à l'ouverture ou en cas d'augmentation de la capacité d'accueil structure (quel que soit le territoire d'implantation) .<br/>et</li> <li>▪ avoir un projet spécifique d'accueil des enfants en situation de handicap ou un accueil fonctionnant en horaire élargi ou atypique</li> </ul> <p>Le projet ne doit pas faire obstacle ou concurrence à l'offre petite enfance existante. Le porteur doit fournir une étude de besoin. L'engagement de la collectivité dans la démarche par l'accompagnement et/ou le suivi du projet par le RPE et/ou un coordinateur petite enfance.</p> |
| <b>Conditions administratives</b>                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constituer une personne morale (association, Sci, etc).</li> <li>▪ Certifier qu'au moins une des assistant(e)s maternel(le)s a une expérience professionnelle d'au moins 2 ans (soit à domicile, soit dans un Eaje).</li> <li>▪ Rédiger un projet pédagogique, un règlement de fonctionnement et un règlement intérieur</li> <li>▪ Maintenir son activité pendant au moins 3 ans (sous peine de remboursement de l'aide au prorata de l'activité).</li> <li>▪ Être référencé sur le site monenfant.fr</li> </ul>   |
| <b>Objet et montant de l'aide</b>                     | L'aide au démarrage est de 3 000 €. Cette aide permet d'acheter : du matériel électroménager (lave-linge, lave-vaisselle, réfrigérateur, etc.), des revêtements de sol, des poussettes, des livres, des cd, des jeux, aménagement et mobiliers ....   |
| <b>Modalités d'attribution</b>                        | Conseil d'administration de la Caf.   |

## ***FICHE 4 - Aide à l'amélioration des conditions d'accueil et de gestion dans les ALSH***

|   |   |
|---|---|
| <b>Type de fonds et d'aide</b>                        | Financement national ou local en fonction des disponibilités budgétaires sous forme de subvention et/ou prêt.   |
| <b>Texte de référence</b>                             | Circulaire n°2019-003 du 20 février 2019 fonds publics et territoire<br>Circulaire 2020-09 portant sur les mesures de relance du Plan mercredi  |
| <b>Objectifs</b>                                      | Développer, étendre et moderniser l'accueil sur les territoires les moins bien pourvus  |
| <b>Objets</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Créer des nouveaux locaux accueillant un équipement (création, extension d'un local existant ou transplantation)</li> <li>▪ Aménager des locaux existants pour les transformer en équipement</li> <li>▪ Rénover des locaux accueillant un équipement (y compris sans extension de la capacité d'accueil)</li> <li>▪ Acheter du matériel et du mobilier, du matériel pédagogique, du matériel de transport</li> <li>▪ Acheter ou remplacer un logiciel de gestion ou d'un système automatisé de comptage de présences permettant d'optimiser le fonctionnement de l'établissement.</li> </ul> |
| <b>Les travaux éligibles</b>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les coûts fonciers et de terrain</li> <li>▪ Le gros œuvre et clos couverts</li> <li>▪ Les aménagements intérieurs</li> <li>▪ Les équipements simples et particuliers</li> <li>▪ Les honoraires et frais administratifs (honoraires d'architectes, frais de maîtrise d'œuvre, études)</li> <li>▪ Autres (voirie et réseaux divers, assurance de construction)</li> </ul>  |
| <b>Conditions d'éligibilité nationales et locales</b> | <p>La Caf interviendra après avoir vérifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les obligations du propriétaire si les locaux n'appartiennent pas au demandeur.</li> <li>▪ les termes du contrat en cas de marché public. En tout état de cause, l'intervention de la Caf ne doit pas avoir pour conséquence indirecte de fausser la concurrence et d'abaisser artificiellement le cout normal de fonctionnement de l'équipement.</li> <li>▪ la capacité contributive du demandeur en cas de gestionnaire privée (niveau d'excédent et de redistribution de bénéficiés)</li> </ul>  |
| <b>Montant de l'aide</b>                              | <p>Le montant de l'aide dépend du niveau de priorité du territoire (apprécié selon son niveau de couverture des besoins, la typologie des familles et la capacité contributive), du montant du projet, des disponibilités financières de la Caf.</p> <p>Elle peut aller jusqu'à 50% du projet (sauf informatisation des structures : 80 %) la dépense subventionnable étant plafonnée à 2 500 € le m<sup>2</sup> pour la création, l'extension, la transformation, transplantation de locaux d'un ALSH</p>  |
| <b>Modalités d'attribution</b>                        | Conseil d'administration de la Caf.   |

## ***FICHE 5 - Aide à la création, la rénovation, l'extension et l'aménagement, l'aide à l'équipement des centres sociaux, des EVS et des FJT***

|   |   |
|---|---|
| <b>Type de fonds et d'aide</b>                        | Financement national ou local en fonction des disponibilités budgétaires sous forme de subvention et/ou prêt.   |
| <b>Texte de référence</b>                             | Instruction technique 2020-086 Renforcement du soutien au développement d'une offre d'animation de la vie sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.  |
| <b>Objectifs</b>                                      | Développer, étendre et moderniser l'accueil sur les territoires les moins bien pourvus  |
| <b>Objets</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Créer des nouveaux locaux accueillant un équipement (création, extension d'un local existant ou transplantation)</li> <li>▪ Aménager des locaux existants pour les transformer</li> <li>▪ Rénover des locaux accueillant un équipement (y compris sans extension de la capacité d'accueil)</li> <li>▪ Acheter du matériel et du mobilier, du matériel pédagogique, du matériel de transport</li> <li>▪ Acheter ou remplacer un logiciel de gestion ou d'un système automatisé de comptage de présences permettant d'optimiser le fonctionnement de l'établissement.</li> </ul>   |
| <b>Les travaux éligibles</b>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les coûts fonciers et de terrain</li> <li>▪ Le gros œuvre et clos couverts</li> <li>▪ Les aménagements intérieurs</li> <li>▪ Les équipements simples et particuliers</li> <li>▪ Les honoraires et frais administratifs (honoraires d'architectes, frais de maîtrise d'œuvre, études)</li> <li>▪ Autres (voirie et réseaux divers, assurance de construction)</li> </ul>  |
| <b>Conditions d'éligibilité nationales et locales</b> | <p>La Caf interviendra après avoir vérifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les obligations du propriétaire si les locaux n'appartiennent pas au demandeur.</li> <li>▪ les termes du contrat en cas de marché public. En tout état de cause, l'intervention de la Caf ne doit pas avoir pour conséquence indirecte de fausser la concurrence et d'abaisser artificiellement le cout normal de fonctionnement de l'équipement.</li> <li>▪ la capacité contributive du demandeur en cas de gestionnaire privée (niveau d'excédent et de redistribution de bénéficies)</li> </ul> <p>Pour les FJT, la Caf vient en complément des aides de l'Etat, des bailleurs, des collectivités territoriales et locales. La Caf intervient en bouclage de projet.</p> |
| <b>Montant de l'aide</b>                              | Le montant de l'aide dépend du niveau de priorité du territoire (apprécié selon son niveau de couverture des besoins, la typologie des familles et  |

|                                       |  |
|---------------------------------------|--|
|                                       | <p>la capacité contributive), du montant du projet, des disponibilités financières de la Caf.</p> <p>Elle peut aller jusqu'à 50 % du projet (sauf informatisation des structures : 80 %), la dépense subventionnable étant plafonnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ à 2 500€ le m<sup>2</sup> pour la création, l'extension, la transformation, transplantation de locaux) d'un CS</li> <li>▪ à 1 200 € pour un EVS</li> </ul> |
| <p><b>Modalités d'attribution</b></p> | <p>Conseil d'administration de la Caf.</p>   |

## ***FICHE 6 - Aide à l'investissement pour la création d'aires d'accueil des gens du voyage ou de logements adaptés***

|                                |   |
|--------------------------------|---|
| <b>Type de fonds et d'aide</b> | Financement local en fonction des disponibilités budgétaires sous forme de subvention et/ou prêt.   |
| <b>Texte de référence</b>      | Décision du conseil d'administration de 2006  |
| <b>Objectifs</b>               | <p>La Caf accorde en priorité ses financements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ à la création d'aires (y compris de grand passage) sur les territoires retenus comme prioritaires par le schéma départemental d'accueil des gens du voyage.</li> <li>▪ aux aires d'accueil qui sont intégrées dans un projet d'animation sociale.</li> </ul> <p>Ne sont pas prioritaires même si ce n'est pas exclu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la création de terrains familiaux publics.</li> <li>▪ la rénovation des aires existantes.</li> </ul> <p>La Caf vient en complément des aides de l'Etat, des collectivités territoriales et locales. La Caf intervient en bouclage de projet.</p> |
| <b>Les travaux éligibles</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les coûts fonciers et de terrain</li> <li>▪ Le gros œuvre et clos couverts</li> <li>▪ Les aménagements intérieurs</li> <li>▪ Les équipements simples et particuliers</li> <li>▪ Les honoraires et frais administratifs (honoraires d'architectes, frais de maîtrise d'œuvre, études)</li> <li>▪ Autres (voirie et réseaux divers, assurance de construction)</li> </ul>  |
| <b>Montant de l'aide</b>       | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aires d'accueil : l'aide ne pourra pas, en tout état de cause, dépasser 4 000 € par emplacement (un emplacement accueille deux caravanes) répartie par moitié en subvention et en prêt.</li> <li>▪ Logements adaptés : aide au cas par cas selon le projet.</li> </ul>   |
| <b>Modalités d'attribution</b> | Le Conseil d'Administration de la Caf.  |

# LES AIDES AU FONCTIONNEMENT HORS PS

## FICHE 7 - Aides au fonctionnement aux associations départementales

|                          |  |
|--------------------------|--|
| Type de fonds et d'aide  | Financement national ou local sous forme de subvention.  |
| Texte de référence       | Décision spécifique du Conseil d'administration.   |
| Objectifs                | La Caf peut accorder des subventions en soutien du fonctionnement global d'un service ou en soutien à un projet, une action et un événement ponctuel.  |
| Conditions d'éligibilité | <p>Leur activité doit être en lien avec l'activité de la Caf et concourir aux objectifs généraux de la Caf.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ <b>Adapter l'offre d'accueil aux nouveaux besoins et besoins spécifiques.</b> La Caf apporte son soutien à la mise en réseau des crèches associatives, à la crèche à domicile et d'insertion développé par Cispeo, à la Fol et les Cemea afin de renforcer la qualité d'accueil, éducative et de gestion dans les ALSH, ....</li><li>▪ <b>Accompagner les familles confrontées à un évènement de vie déstabilisant (deuil, séparation, naissance multiple, handicap, violence conjugale...).</b> La Caf apporte son soutien à Médiation et Parentalité 37 dans le cadre du projet être parent après la séparation ; au CHRU de Tours et à l'ARCA pour la mise en place de groupe de paroles pour les familles et enfants confrontés à un deuil. Elle finance le pôle ressources handicap afin de faciliter l'accès des familles aux services petite enfance et enfance, au répit parental. Elle finance le projet global du CIDFF et du Planning Familial.</li><li>▪ <b>Soutenir les parents dans leur rôle éducatif.</b> A ce titre, la Caf finance Artefacts pour la mise en place d'un site d'information à destination des parents, pour la mise en réseau départemental des acteurs (clas, ...).</li><li>▪ <b>Faciliter l'accès ou le maintien dans le logement des familles dans un logement.</b> La Caf apporte son soutien au fond solidarité logement géré par le Conseil Départemental, à Jeunesse et Habitat via la mous logement des jeunes, à la Soliha via mous non décence et pour leur agence immobilière régionale sociale, aux compagnons bâtisseurs pour leur action d'auto-réhabilitation accompagnée et leurs actions de soutien à la maîtrise des énergies, ...</li><li>▪ <b>Accompagner les jeunes dans leurs projets et leurs difficultés.</b> La Caf soutient ainsi la MDA, l'espace Santé jeunes, le Bureau Information Jeunesse. Elle a initié et finance la démarche</li></ul> |

|                                |   |
|--------------------------------|---|
|                                | <p>promeneur du net, portée par la FOL et le BIJ. Elle finance le dispositif « Envie d'agir ».</p> <p>Le porteur de projet s'engage contractuellement à mettre en place le service, l'action ou l'évènement pour lequel il est financé.</p> |
| <b>Montant de l'aide</b>       | Le montant de l'aide est fonction du projet présenté par l'association et son impact sur les familles.  |
| <b>Modalités d'attribution</b> | Le Conseil d'Administration de la Caf.  |

## **FICHE 8 - Fonds d'Aide Accueils de Loisirs en complément de la PS ALSH**

|  |  |
|--|--|
| <b>Type de fonds et d'aide</b>   | Financement national (handicap) ou local (activité) sous forme de subvention   |
| <b>Texte de référence</b>  | Décision du Conseil d'Administration du 14/12/2020   |
| <b>Objectifs</b>   | <p>Le Faal a pour objectif de favoriser l'accès aux Alsh des familles allocataires aux revenus modestes sur le temps des petites et grandes vacances ainsi que des mercredis. La contrepartie du Faal est la mise en œuvre d'une tarification modulée en fonction des capacités contributives des familles. Il se vérifie par l'application d'un barème départemental défini par la Caf.</p> <p>Le Faal comprend un volet « handicap-inclusion » afin de valoriser l'accueil des enfants en situation de handicap (enfant bénéficiaire de l'Aeesh).</p>  |
| <b>Conditions d'éligibilité</b>  | <p>Le droit au Faal est conditionné par le droit à la Prestation de Service Caf « Accueils de Loisirs ».</p> <p>La base est arrêtée au 30/09/N-1. En l'absence de traitement des données réelles, le droit n'est pas calculé.</p>  |
| <b>Modalités de calcul du Faal</b><br><br><b>(extrait du cahier des charges)</b> | <p>Son calcul annuel comprend quatre paramètres « historiques » :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) <b>L'activité des mercredis / grandes et petites vacances</b> tous régimes confondus. Pour 2021, c'est l'activité 2019. C'est, en effet, la dernière donnée d'activité fiable dont nous bénéficions. Le Faal 2021 est calculée sur les heures réalisées (sauf bonus handicap), les mercredis, étant depuis le retour la semaine de 4 jours, qualifiés de périscolaires (les heures facturées ne sont plus connues de la caf).</li> </ol> <p>Elle est appréciée à l'intercommunalité à l'exception de la Métropole et de la CDC du Castelnaudais.</p> <p>Nombre d'enfants Caf 3-11 ans au 31/12/2019 sur le territoire dont les parents ont un QF de moins de 830 € / Nombre d'enfants Caf 3-11 ans sur le territoire au 31/12/2019</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2) <b>Un montant d'aide par heure. Les services proposent de s'aligner sur l'évolution du barème de la Pso Alsh soit 0,55 €.</b></li> <li>3) <b>Le Faal est traditionnellement capé pour éviter de trop grandes fluctuations de droits et rentrer dans l'épure du budget. Pour 2021 :</b></li> </ol> |

|   | <table border="1" data-bbox="451 219 1417 584"> <tr> <td data-bbox="451 219 1098 338">Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est supérieure à + 10 % alors le droit 2020 est corrigé ainsi...</td> <td data-bbox="1098 219 1417 338">Le droit 2021 X 1,10 %</td> </tr> <tr> <td data-bbox="451 338 1098 456">Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est comprise entre -20% et + 10%, alors le droit 2020 est corrigé ainsi...</td> <td data-bbox="1098 338 1417 456">Le droit 2021 s'applique sans correction</td> </tr> <tr> <td data-bbox="451 456 1098 584">Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est supérieure à - 20 % alors le droit 2020 est corrigé ainsi...</td> <td data-bbox="1098 456 1417 584">Le droit 2021 X 0,80 %</td> </tr> </table> <p data-bbox="496 622 1431 898">4) <b>Un 4<sup>ème</sup> paramètre a été ajouté en 2019 afin de valoriser l'accueil des enfants en situation de handicap.</b> En 2019, il a été calculé sur la base de la population Aeeh sur le territoire. Pour le Faal 2020, c'est la fréquentation réelle des enfants Aeeh en heure qui a été retenue. La mission nationale « handicap » avait calculé un surcoût de 9 € par heure. La Caf a retenu ce chiffre multiplié par le taux de la prestation de service (30%) soit 3 € de l'heure.</p> <p data-bbox="536 936 1431 1093"><b>Pour 2021, sont prises en compte pour le calcul les heures extrascolaires (vacances) et périscolaires (mercredi, matin et soir) afin de mieux valoriser l'accueil des enfants en situation de handicap.</b></p> | Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est supérieure à + 10 % alors le droit 2020 est corrigé ainsi... | Le droit 2021 X 1,10 % | Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est comprise entre -20% et + 10%, alors le droit 2020 est corrigé ainsi... | Le droit 2021 s'applique sans correction | Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est supérieure à - 20 % alors le droit 2020 est corrigé ainsi... | Le droit 2021 X 0,80 % |
|---|---|---|------------------------|---|--|---|------------------------|
| Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est supérieure à + 10 % alors le droit 2020 est corrigé ainsi...           | Le droit 2021 X 1,10 %  |   |                        |   |  |   |                        |
| Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est comprise entre -20% et + 10%, alors le droit 2020 est corrigé ainsi... | Le droit 2021 s'applique sans correction  |   |                        |   |  |   |                        |
| Si la variation de droit de l'opérateur entre 2020 et 2021 est supérieure à - 20 % alors le droit 2020 est corrigé ainsi...           | Le droit 2021 X 0,80 %  |   |                        |   |  |   |                        |
| <p data-bbox="164 1137 422 1245"><b>Le barème du Faal applicable aux familles</b></p>   | <table border="1" data-bbox="628 1171 1249 1285"> <thead> <tr> <th data-bbox="628 1171 940 1211">QF Plafonds</th> <th data-bbox="940 1171 1249 1211">Taux d'effort</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="628 1211 940 1252">QF 000 € à 830 €</td> <td data-bbox="940 1211 1249 1252">De 0,55 % à 1,00 %</td> </tr> <tr> <td data-bbox="628 1252 940 1285">QF 831 € et plus</td> <td data-bbox="940 1252 1249 1285">De 1,10 % à 1,50 %</td> </tr> </tbody> </table>  | QF Plafonds   | Taux d'effort          | QF 000 € à 830 €  | De 0,55 % à 1,00 %                       | QF 831 € et plus  | De 1,10 % à 1,50 %     |
| QF Plafonds   | Taux d'effort   |   |                        |   |  |   |                        |
| QF 000 € à 830 €  | De 0,55 % à 1,00 %  |   |                        |   |  |   |                        |
| QF 831 € et plus  | De 1,10 % à 1,50 %  |   |                        |   |  |   |                        |
| <p data-bbox="164 1335 422 1442"><b>Modalités de contractualisation et de paiement</b></p>  | <p data-bbox="448 1335 1431 1442">Le Faal a une durée de validité de 3 ans (convention signée pour 2020, 2021, 2022). Les modalités de calcul sont révisées annuellement. Le calcul de l'aide est annuel. Le paiement intervient de janvier à juin de l'année.</p>  |   |                        |   |  |   |                        |
| <p data-bbox="164 1491 336 1559"><b>Modalités d'attribution</b></p>   | <p data-bbox="448 1491 940 1525">Le Conseil d'Administration de la CAF</p>  |   |                        |   |  |   |                        |

## ***FICHE 9 - Appel à projets « parentalité » (actions au titre de la quinzaine de la Parentalité ou tout au long de l'année)***

|  |   |
|--|---|
| <b>Type de fonds et d'aide</b>                           | Financement national sous forme de subvention   |
| <b>Texte de référence</b>                                | Décision du Conseil d'Administration du 05-10-2020  |
| <b>Lien vers le site « partenaires »</b>                 | <a href="https://www.caf37-partenaires.fr/wp-content/uploads/2020/10/AAP-Parentalite-2021.pdf">https://www.caf37-partenaires.fr/wp-content/uploads/2020/10/AAP-Parentalite-2021.pdf</a>   |
| <b>Objectifs</b>   | <p>L'appel à projet parentalité a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ informer les parents sur des questions relatives à la parentalité</li> <li>▪ valoriser, conforter et développer les compétences parentales</li> <li>▪ prévenir et accompagner les risques pouvant peser sur les relations intra-familiales</li> <li>▪ créer les conditions propices aux échanges entre parents</li> </ul> <p>L'APPEL A PROJET SE DECLINE EN DEUX VOLETS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la Quinzaine Parentalité,</li> <li>▪ le programme annuel d'actions Parentalité (hors Quinzaine de la parentalité)</li> </ul>  |
| <b>Projets éligibles (extrait du cahier des charges)</b> | <p>Le porteur du projet devra être un acteur avec une implantation locale et à but non lucratif.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour la quinzaine, sont financées uniquement les actions en lien avec le thème départemental. Le thème départemental de la « Quinzaine Parentalité » 2021 est « La parentalité à l'épreuve de la séparation, séparation conjugale, étapes vers l'autonomie, attachement et séparation, deuil, isolement familial ... » Les actions devront avoir lieu lors de la Quinzaine de la Parentalité soit du 8 au 21 avril 2021.</li> <li>▪ Pour les actions hors quinzaine, les actions devront tendre à toucher majoritairement les publics suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- parents en situation de handicap ou parents d'enfants en situation de handicap</li> <li>- familles monoparentales ;</li> <li>- familles très isolées ; -familles recomposées ;</li> <li>- familles migrantes ou en difficultés culturelles/ linguistiques ;</li> <li>- gens du voyage ; familles suivies par les services sociaux ou les associations caritatives ;</li> <li>- parents ayant des enfants avec des troubles du comportement</li> </ul> </li> </ul> |

|                                   |   |
|-----------------------------------|---|
|                                   | Les actions ne concernant que les professionnels ne seront pas retenues. Elles sont exclusivement sous forme collective.  |
| <b>Type et montant de l'aide</b>  | En cas d'éligibilité du projet, la Caf Touraine intervient sous forme de subvention à hauteur de 80 % maximum et 50 % minimum du coût total des projets dans la limite des crédits disponibles. |
| <b>Date de dépôt des dossiers</b> | Pour les actions de la quinzaine : au plus tard au 31 janvier 2021<br>Pour les actions hors quinzaine : au plus tard au 31 août 2021  |
| <b>Modalités d'attribution</b>    | Les services de la Caf par délégation du Conseil d'Administration   |

## ***FICHE 10 - Aide au développement de micro-projets de jeunes en complément de la Prestation de Service Jeunes***

|  |  |
|--|--|
| <b>Type de fonds et d'aide</b>                           | Financement national sous forme de subvention  |
| <b>Texte de référence</b>                                | Décision du Conseil d'Administration du 02-07-2019 (ps jeunes)<br>Décision du Conseil d'Administration du 23-09-2020 (aide au micro-projet de jeunes)  |
| <b>Objectifs</b>   | La PS jeunes permet de payer des postes d'animateurs. L'aide aux micro-projets permet de prendre en charge le coût des activités et des projets développés par les jeunes.   |
| <b>Projets éligibles (extrait du cahier des charges)</b> | <p>L'aide est conditionnée à l'éligibilité à la PS Jeunes.</p> <p>Les principes de mise en œuvre des projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Impliquer les ados dès la phase d'élaboration des projets ;</li> <li>▪ Couvrir la(les) thématique(s) suivante(s) : culture, arts ; Sport ; Sciences et techniques ; Citoyenneté ; Développement durable ; Numérique ;</li> <li>▪ Avoir une visée éducative, solidaire et citoyenne ;</li> <li>▪ Présenter une dimension collective</li> <li>▪ Favoriser la mixité des publics et respecter les principes de neutralité de la branche famille</li> <li>▪ Permettre une accessibilité financière à toutes les familles</li> <li>▪ Mobiliser un co-financement voire un autofinancement par la mobilisation des jeunes</li> </ul> <p>Ne sont pas éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les sorties organisées par les établissements scolaires et les projets à visées scolaires</li> <li>▪ les accueils destinés uniquement à des mineurs handicapés encadrés par les personnels habituels des établissements ou services médico-sociaux</li> <li>▪ le financement des études, de la formation ou des stages des jeunes</li> <li>▪ les séjours linguistiques, la participation à des compétitions sportives</li> <li>▪ les projets à visée uniquement individuelle</li> </ul> <p>Le financement de projets de départ en vacances relève du dispositif Avas.</p> |
| <b>Type et montant de l'aide</b>                         | L'aide est 2 500 € pour un ETP. L'acompte est de 30%. Le solde est payé sur la base d'un compte de résultat et d'un bilan d'activité.  |
| <b>Modalités d'attribution</b>                           | Les services de la Caf par délégation du Conseil d'Administration.   |

## 4. Les personnes à contacter

<https://www.caf37-partenaires.fr/lorganisation-de-caf-touraine/>

### a. Le service de développement territorial



## Territoires d'intervention Service Développement Territorial CAF Touraine - Juin 2022 -



Caroline AUPEST  
Responsable Adjointe Action Sociale  
Chargée du Développement Territorial  
02.46.67.10.58



Armelle BARON  
Conseillère Technique  
Territoriale  
06.25.25.51.63  
02.46.67.10.62



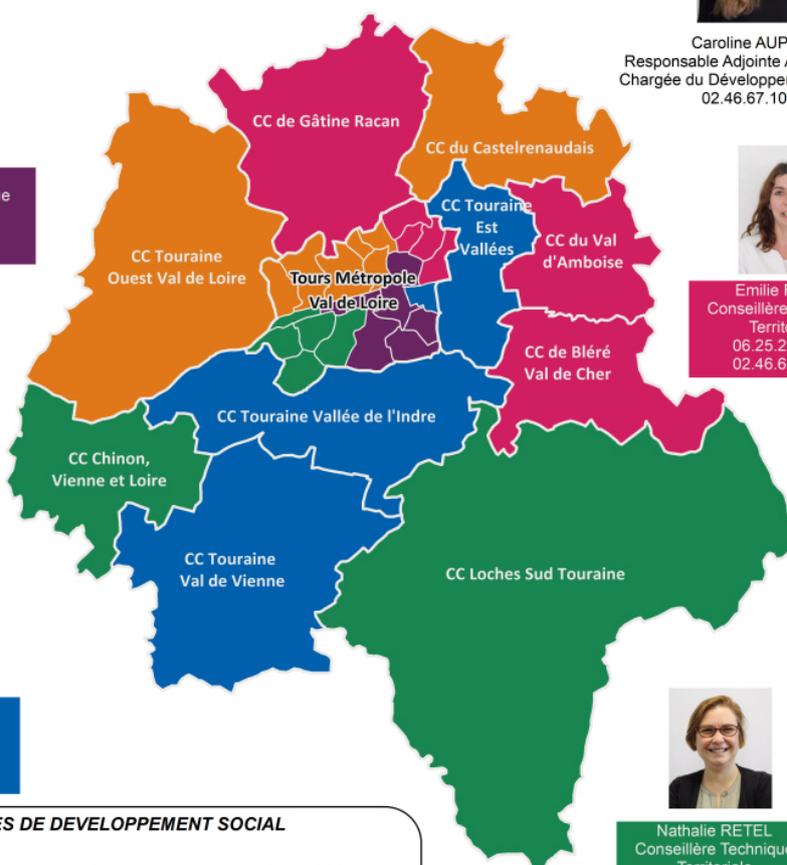
Emilie FRIGUI  
Conseillère Technique  
Territoriale  
06.25.25.52.20  
02.46.67.10.67



Alexandra LATAPY  
Conseillère Technique  
Territoriale  
06.25.25.51.49  
02.47.31.56.02



Pauline BONY  
Conseillère Technique  
Territorial  
06.29.07.00.91  
02.46.67.10.65



Nathalie RETEL  
Conseillère Technique  
Territoriale  
06.25.25.51.46  
02.46.67.10.71

#### CHARGEES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL



Marie-Hélène PEALA  
06.25.25.52.21  
02.46.67.10.68

CC Touraine Val de Vienne  
CC Touraine Vallée de l'Indre  
CC Touraine Est Vallées  
CC Touraine Ouest Val de Loire



Sylvie MICHEL  
06.25.25.51.88  
02.46.67.10.69

CC Chinon Vienne et Loire  
CC Gâtine et Choisille-  
Pays de Racan  
CC Loches Sud Touraine



Nathalie PALMENTY-MALLET  
06.27.47.52.08  
02.46.67.10.60

CC Castelrenaudais  
CC Bléré Val de Cher  
CC Val d'Amboise  
Commune de St Pierre des Corps

#### CONSEILLERS TECHNIQUES THEMATIQUES



Karine LORMOIS  
Petite Enfance / Enfance  
et Handicap  
06.03.73.40.20  
02.46.67.10.61



Nabila TALAL  
Animation Vie  
Sociale/ Habitat /  
Jeunesse  
06.23.55.02.20



Michaël BOUDMER  
Parentalité  
02.46.67.10.59

#### CHARGE D'ETUDES



Emilie SOEUR  
Chargée d'études  
en Action sociale  
02.46.67.10.70

## ***b. Le service de gestion administrative***

***Pour suivre le traitement d'une aide accordée par le Conseil d'Administration de la Caf Touraine ou d'une Prestation de Service :***

- ⇒ **Service de Gestion administrative de l'Action sociale (GAAS)**  
du lundi au vendredi de 9h à 12H30 au 02 47 31 55 50
- ⇒ **Email :** [gestion-as@caf37.caf.fr](mailto:gestion-as@caf37.caf.fr)
- ⇒ **Courrier Poste :**

Caf Touraine

Service Gestion administrative d'Action sociale

TSA 47444 – 37929 TOURS CEDEX 9

Annexe 1 : territoires avec taux de couverture petite enfance inférieur à 58 % en 2018

| <b>Code Insee</b> | <b>Commune</b>          | <b>EPCI</b>                  | <b>Taux de la commune</b> | <b>Taux de l'EPCI</b> |
|-------------------|-------------------------|------------------------------|---------------------------|-----------------------|
| <b>37217</b>      | SAINT ETIENNE DE CHIGNY | TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE | 27                        | 75,5                  |
| <b>37272</b>      | VILLANDRY               | TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE | 40                        | 75,5                  |
| <b>37219</b>      | SAINT GENOUPH           | TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE | 48                        | 75,5                  |



<https://www.caf37-partenaires.fr>

**Caf Touraine**

Service Gestion administrative d'Action sociale

TSA 47444

37929 TOURS CEDEX 9

⇒ [gestion-as@caf37.caf.fr](mailto:gestion-as@caf37.caf.fr)

---